



Initiative «Monnaie pleine» «La Suisse a besoin d'un nouvel ordre monétaire, ce débat nous touche tous»

Votations fédérales

10 juin 2018

**Avec ou sans
«Monnaie pleine»,
le politique devra
se pencher sur les
limites du système
actuel, prévient
Michaël Malquarti**

Pierre-Alexandre Sallier

Comme tombée du ciel, une question étrangement baptisée «Monnaie pleine» sera posée aux citoyens dans dix jours. Sont-ils favorables à la mise en place d'un système monétaire alternatif? Nous sommes tous concernés par une question longtemps confisquée par les économistes, affirme Michaël Malquarti, auteur d'un récent ouvrage* appelant à un «nouvel ordre monétaire». Ce docteur en physique officiant aujourd'hui pour la société financière Quaero Capital révèle l'urgence du débat.

Pourquoi devrait-on se sentir appelé à partir en croisade contre le système monétaire? Depuis la crise financière de 2008, partout en Europe on observe que les banques centrales peinent à combattre le chômage, la principale préoccupation de la population. Ces institutions ont injecté des quantités astronomiques de liquidités dans le système d'octroi de crédit, mais pour quels résultats sur le front du travail? Même si, en Suisse, le problème du chô-

mage n'a rien à voir avec celui frappant la jeunesse espagnole, il n'y règne pas moins un sentiment de précarité de l'emploi. Si l'on ajoute le fait que les États ont dû sauver des banques pour éviter un effondrement du système, il me paraît normal qu'on discute de ce sujet. L'initiative «Monnaie pleine» s'inscrit dans ce débat. Quel que soit l'accueil que lui réserveront les Suisses, la nécessité de réformer restera entière.

Vous êtes donc favorable à cette «Monnaie pleine»?

Non. Ses partisans ont pour mérite de mettre ce débat sur la place publique. Mais je regrette qu'il soit apparu sous la forme d'un OVNI trop radical, censé porter la voix du peuple contre des élites financières agissant dans l'ombre. Ce n'est pas évident de faire adopter un changement aussi profond. Alors, il faut y aller pas à pas, dans le dialogue, avec un minimum de support du parlement pour régler les détails, cruciaux.

Vous ne prônez pas la révolution mais vous appelez à repenser la façon dont les banques centrales opèrent... Un bouleversement!

Plutôt qu'un big bang, j'appelle à engager une réflexion pour réformer le système. À l'écart de toute considération partisane, cet engagement vise à supprimer des contraintes que nos sociétés se sont elles-mêmes imposées... et qui ne lui sont pas nécessaires. Ce n'est en rien le libéralisme ou la finance qui sont en cause ici. Mais le système qui a été échauffé depuis

un demi-siècle pour structurer notre économie et qui nous contraint à créer de la monnaie uniquement via le crédit bancaire. Résultat, la seule façon de stimuler l'activité - et, in fine, l'emploi - est de doper l'octroi de prêts par les banques, censé financer l'investissement. Problème: dans un pays comme la Suisse, 75% de la demande provient de la consommation privée ou publique, pas de l'investissement. De plus, ces crédits bancaires restent globalement hors de portée de PME actives dans les services ou à fort capital humain, qui pourtant emploient une part croissante de la population. Résultat, ce crédit ne finance qu'une toute petite partie de l'économie. Mais comme on fait tout pour le favoriser, il finit par déborder et sert au rachat de biens existants, ce que les partisans de «Monnaie pleine» qualifient de «spéculation».

Notre système monétaire, dont la complexité et la finesse font la fierté des économistes, est donc lui-même source d'instabilité?

Oui. En Suisse, l'endettement privé, lié à l'immobilier, est très élevé, et aujourd'hui cette source d'instabilité ne peut être freinée qu'en coupant les crédits, y compris ceux à destination des activités productives, ou en restreignant notre liberté. Pour les partisans de l'initiative «Monnaie pleine», l'autre menace est celle qui pèserait sur les dépôts des épargnants en cas de crise. À mes yeux, ce risque est cependant limité. Et puis, focaliser la Suisse



sur une possible panique bancaire - à laquelle aucune des cinq dernières générations n'a été confrontée - ne me paraît pas l'appel le plus mobilisateur...

Tout va mal. Personne ne le sait. Il y a un plan B?

La question, ce n'est pas d'interdire le crédit bancaire, qui doit être disponible en fonction des besoins de l'économie. La question est de savoir si la Banque nationale ne doit pas avoir un deuxième levier de commande à disposition, pour stimuler l'économie et inciter à la création d'emplois. Ce deuxième levier - que les tenants de la «Monnaie pleine», eux, voudraient voir devenir le seul - consiste à créer également de la monnaie souveraine, ou «pleine», frappée par les États. C'est un pouvoir d'achat créé par la puissance publique, qui peut, par exemple, être distribué aux ménages. Ce qui permet de stimuler l'activité sans créer de dettes.

Faisable?

Oui, car j'ai proposé une solution concrète et minimaliste. Il faudrait modifier la Loi sur la BNS et celle sur l'unité monétaire et les moyens de paiement.

***«Pour un nouvel ordre monétaire»,**

2018, Éd. Slatkine, 216 p.

L'intégralité de l'interview à lire sur notre site Internet



Le financier Michaël Malquarti appelle à engager une réflexion pour réformer le système monétaire. LAURENT GUIRAUD